

Rapport Annuel 2019 | 2020

Vers une transition juste et équitable pour une économie durable



SOMMAIRE

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	3
zones d'intervention de IED Afrique.....	6
Mot du Directeur.....	7
IED AFRIQUE, Bref Rappel.....	8
Notre vie en réseau.....	9
Genre et Terre et Redevabilité.....	10
PAPDL.....	13
Les Communautés Reverdissent le Sahel.....	15
AGRIDAPE.....	19
Initiative Agriculture Ecologique Biologique.....	22
L'économie verte pour une transition vers des modèles économiques durables.....	27
Publications 2019-2020.....	31
Remerciements.....	32

LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS

AGRIDAPE :	Agriculture Durable à faibles Apports Externes
BOS-PSE :	Bureau de suivi opérationnel du Plan Sénégal Emergent
CDEF :	Commission Domaniale Elargie aux Femmes
CNCR :	Coopération des ruraux du Sénégal
DyTAES :	Dynamique pour Transition Agro Ecologique au Sénégal
CRS :	Les Communautés Reverdissent le Sahel
I-AEB :	Initiative Agriculture Ecologique Biologique
IVERS :	Initiative pour la promotion de l'économie verte au Sénégal
IUCN :	Initiative pour la promotion de l'économie verte
GLA :	Gender Land and Accountability
GEC :	Green Economy Coalition
PAP :	Programme d'Action Prioritaire
PAPDL :	Promouvoir l'articulation entre le Plan Sénégal Emergent et le Développement Local
PDC :	Plan de Développement Communal
PDD :	Plan de Développement Départementale
PSE :	Plan Sénégal Emergent
RNA :	Régénération Naturelle Assistée
UAEL :	Union d'Association des élus locaux

zones d'intervention de IED Afrique





Mot du Directeur

La publication du rapport annuel pour les années 2019-2020, intervient à un moment où la communauté mondiale fait face à l'une des pires crises sanitaires de son histoire. La pandémie de COVID-19 représente un défi majeur pour tout le continent africain. Elle soumet à rude épreuve les systèmes nationaux de santé et de protection sociale et met en péril les économies nationales du fait de son impact sur l'économie mondiale.

La pandémie suscite beaucoup de crainte mais constitue également une grande opportunité pour revoir nos modes de production, nos modes de consommation mais surtout nos modes de gouvernance de nos ressources aussi économique que naturelle. En effet, la crise du Covid-19 pourrait aussi n'être que le premier des nombreux chocs que nous subissons à cause de l'emballement climatique et de l'érosion de la biodiversité. Le modèle économique actuel accroît les inégalités, détruit l'environnement et accentue les déséquilibres sociaux. Ce modèle nous expose à des crises récurrentes et accroît ainsi notre vulnérabilité. Notre priorité collective, une fois l'urgence sanitaire passée, doit être de protéger l'humain et la planète. Tout doit être mis en œuvre pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, protéger la biodiversité et organiser des sociétés résilientes face aux dérèglements à venir.

Ainsi, nous devrions voir comment transformer ce moment en tournant décisif car en plus de l'urgence sanitaire, l'urgence climatique environnementale, et sociale devra également être mieux prise en charge par tous les acteurs. Au cours de ces deux années de crises, des plans de relances ont été élaborés pour tous les secteurs afin de changer les règles du jeu et construire un monde plus juste et plus écologique. C'est pour cette raison que le thème de notre rapport annuel 2019-2020,

Transition et résilience dans un contexte de crise. A l'heure actuelle, il est impératif de transformer en profondeur le fonctionnement de nos sociétés, c'est le moment où jamais de se mobiliser pour faire naître des sociétés vivables pour toutes et tous.

Au cours, de ces deux années nous avons eu la preuve que la responsabilisation des communautés à la base constitue la meilleure stratégie pour promouvoir le développement durable. En effet, durant toute cette période, et en dépit des contraintes rencontrées, nous avons pu compter sur l'engagement et la coopération des communautés à la base qui nous ont permis de réaliser des résultats notoires dans cette période de crise. C'est donc l'occasion de saluer le partenariat que nous avons noué depuis très longtemps.

Dans ce contexte particulier, marqué par le chamboulement de nos agendas et l'adaptation à de nouveaux défis, nous saluons la flexibilité de nos partenaires techniques et financiers. C'est le lieu de les remercier pour leur soutien, qui nous permet d'accompagner les communautés à la base et que nous souhaitons voir consolider dans le futur.

Ainsi, nos partenaires privilégiés qui constituent les communautés à la base, les gouvernements, les partenaires internationaux, la société civile, le secteur privé et tous les acteurs pertinents doivent collaborer

Cette crise et la manière d'y faire face sont l'occasion d'appuyer une transition juste et équitable vers une économie durable pour garantir un développement durable permettant de répondre équitablement aux besoins des générations actuelles et futures.

Bonne lecture !

Mamadou FALL
Directeur

IED AFRIQUE, BREF RAPPEL

IED Afrique est une organisation à but non lucratif, créée en 2005, en remplacement du Programme Sahel de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED Grande Bretagne) mis en place depuis 1993. Ainsi, l'organisation capitalise près de deux décennies de promotion des approches participatives appliquées à la gouvernance en Afrique francophone. IED Afrique a une vocation régionale et conduit actuellement des programmes spécifiques au Sénégal avec d'autres pays comme le Niger, le Burkina, le Maroc.

Vision

La vision de IED Afrique est d'appuyer l'émergence d'une société africaine unie et prospère dans laquelle les citoyens et leur communautés participent et orientent les actions de développement durable. Une telle vision est sous-tendue par des valeurs d'équité, de transparence et de responsabilité individuelle et collective.

Mission

La mission d'IED Afrique est de contribuer à la réalisation d'un développement équitable et durable à travers la promotion de politiques et de pratiques inclusives novatrices.

NOTRE VIE EN RÉSEAU

Les interventions de IED Afrique traduisent nos convictions fortes sur des thématiques porteuses d'enjeux et notre engagement ciblant le moyen et long termes se matérialise par notre appartenance à des réseaux pour amplifier nos actions et renforcer notre volonté d'influencer à haut niveau. C'est ainsi que nous sommes membre des réseaux suivants :

Le Global Partnership for Social Accountability (GPSA)

La Coalition internationale pour la terre (ILC)

La Coalition pour l'économie verte (GEC)

Inter-réseaux Développement Durable (IR)

AgriCultures Network

CRAFS

la DyTAES

Alliance Femme et foncier

GDSP

GENRE ET TERRE ET REDEVABILITÉ :

Améliorer l'accès qualitatif des femmes au foncier, un moyen de renforcer leur capacité de résilience face aux chocs

La mise en œuvre du projet Genre, Terre et Redevabilité (GLA) intervient dans un contexte de transition institutionnelle interne et une pandémie sanitaire sans précédent au niveau mondial. Alors que les progrès sur l'égalité entre les femmes et les hommes en matière foncière étaient déjà jugés faibles, la COVID-19 vient exacerber tous les aspects de l'inégalité et contribue à faire reculer les gains durement acquis. En effet, l'accès des femmes à la terre, au Sénégal, demeure une problématique cruciale en ce sens qu'elles représentent 70% de la population rurale et ne détiennent que moins de 13% des terres, et moins de 1% des terres agricoles. Cet état de fait est encore plus renforcé par des pressions commerciales exercées sur les terres. La pandémie de Covid19 qui est une urgence sanitaire a eu des effets sociaux et économiques rendant encore plus vulnérables certaines catégories d'acteurs telles que les femmes. Cette situation appelle donc à une transition vers des économies plus justes et équitables et à plus d'inclusion dans la gouvernance des ressources naturelles afin d'être résilients et préparer des chocs futurs.

Le projet Genre, Terre et Redevabilité est un projet de recherche-action mis en œuvre au Sénégal et en Tanzanie avec l'appui financier et technique de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED). Au Sénégal, IED Afrique déroule le projet au niveau des communes de Mbadakhouné et Darou Khoudoss avec comme objectif de renforcer le contrôle des femmes sur leurs terres et leurs moyens de subsistance ainsi que la prise en compte de leurs voix au niveau des instances locales de prise de décision.

La stratégie s'appuie sur la promotion d'approches et outils innovants en matière d'équité de genre et sur le renforcement de capacités des couches vulnérables, en particulier les femmes pour une meilleure prise en charge de leurs droits fonciers. Dans un premier temps, il était question de réaliser une étude de base afin d'établir la situation de référence de la gouvernance foncière dans les deux (2) communes d'intervention du projet. La réalisation de cette étude a permis d'identifier les enjeux et défis majeurs liés à la gouvernance foncière au niveau de chaque commune ainsi que les besoins spécifiques des communautés locales en rapport au foncier.

Dans un second temps, il était question de partir des évidences issues de la recherche afin de formuler des réponses spécifiques et adaptées à travers la mise en place d'approches et mécanismes inclusifs et innovants pour une gouvernance foncière sensible au genre. La stratégie d'intervention s'appuie également sur le renforcement de capacités des acteurs communautaires sur le cadre juridique en vigueur en matière foncière mais aussi sur la mobilisation et la mise en synergie des parties prenantes notamment les femmes dans une perspective de défenses de leurs droits fonciers.

La problématique de l'accès des femmes à la terre a toujours été cruciale, mais encore plus dans le contexte de la pandémie de Covid19. En effet, l'économie sénégalaise fortement impactée par cette pandémie ne pourrait être relancée de manière efficace sans la prise en compte des droits fonciers des femmes qui représentent plus de la majorité de la population et la plus grande force de travail en milieu rural. Participer à l'autonomisation économique et politique des femmes, en particulier dans la gouvernance foncière, améliorerait la sécurité alimentaire. Ainsi, pour une opérationnalisation effective du projet GLA adaptée au contexte de la pandémie de COVID 19, une stratégie de résilience a été mise en place afin de prendre en charge ce défi. D'un côté, cette stratégie repose sur la mise en place d'un outil de travail collaboratif (Slack) permettant

de concevoir en ligne les activités de terrain et de produire des notes scientifiques et autres contributions en rapport avec le projet (rapports études de base, rapports de terrain, articles, brèves, etc.). D'un autre côté, la mise en place d'un protocole de santé à travers la mise à disposition de gels hydro alcooliques et de masques de protection lors des ateliers de terrain avec les communautés locales et autres parties prenantes du projet. En outre, la réduction à 50% du nombre de participants aux rencontres de terrain ainsi que la distanciation physique avaient permis de relever le défi de la mise en œuvre du projet dans un contexte de pandémie de COVID 19.

La transition institutionnelle, marquée par une volonté dynamique de changement dans la démarche organisationnelle, a abouti à la mise en place d'un pôle gouvernance foncière. La complémentarité des profils au niveau de ce pôle s'est traduite par une plus grande efficacité dans l'implémentation des activités du projet au niveau des différents sites d'intervention.

Défis

Le processus de mise en œuvre du projet lancé au cours de la période 2019-2020 a permis d'identifier un certain nombre de défis à prendre en charge dans le processus d'implémentation des activités du projet. Ces défis sont essentiellement liés :

- Au Défi de la sensibilisation et au renforcement de capacités des femmes sur leurs droits fonciers et sur les procédures formelles de demande d'attributions individuelles de terres.
- A la sécurisation des terres des communautés locales dans un contexte de forte pression foncière en particulier pour les femmes ;
- A la présence qualitative des femmes dans la commission domaniale des communes de Darou Khoudoss et de Mbadakhoune,
- A la participation du maximum d'acteurs dans le cadre du processus formulation des outils de gouvernance foncière.

Témoignage 1

« Dans les différentes communes d'intervention du projet, le constat global qui se dégage est la persistance des normes sociales comme facteur majeur contribuant à renforcer la discrimination des femmes et des jeunes dans les processus de gouvernance du foncier au niveau local. Dès lors, il devient important d'approfondir notre compréhension de ces normes afin de mieux les prendre en charge dans le processus de mise en œuvre du projet. »

Témoignage 2

« Un autre constat qui se dégage est la non effectivité du principe de la parité homme-femme dans le processus de gouvernance locale du foncier. Au niveau des deux communes d'intervention du projet aucune femme n'est présente au sein de la commission domaniale, instance en charge de conduire les orientations des collectivités territoriales en matière foncière. »

Partenaires du projet



Accompagner la résilience des collectivités territoriales par la formulation de Plan de Développement Communal (PDC) sensible au changement climatique

Depuis quelques années l'Etat du Sénégal s'est engagé à relever le défi de la territorialisation des politiques publiques par le renforcement de l'attractivité et la compétitivité des collectivités territoriales, d'abord avec l'acte 3 de la décentralisation ensuite avec le Plan Sénégal Emergent. Ainsi dans le cadre du Plan Sénégal Emergent, Horizon 2035, l'Etat du Sénégal place les territoires au cœur de son action pour mettre en œuvre les politiques de développement socioéconomique. L'enjeu de l'action publique territoriale réside alors dans son articulation avec le PSE dont le programme d'actions prioritaires (PAP) s'est ajusté et accéléré (2A) à la faveur de la relance suite au COVID 19. Le projet Promouvoir l'articulation entre le Plan Sénégal Emergent et le Développement Local Résilient, vise à promouvoir l'arrimage des Plans de Développement (PDC et PDD) au Plan Sénégal Emergent (PSE), tout en visant la résilience au changement climatique des collectivités territoriales cibles.

Le projet Promouvoir l'articulation entre le Plan Sénégal Emergent et le Développement Local Résilient est mis en œuvre par IED Afrique en partenariat avec le Bureau Opérationnel de Suivi du PSE (BOS-PSE) avec le soutien financier du CRDI.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, une première expérimentation a été menée en partenariat avec le Bureau Opérationnel de Suivi du PSE (BOS/PSE) et l'Union des Associations d'Elus Locaux (UAEL) dans 02 collectivités territoriales (Ndiob et Dianké Souf) pilotes afin de tester une nouvelle approche de planification locale articulée aux objectifs stratégiques du PSE et prenant en compte les risques climatiques actuels et futurs. Ainsi depuis le lancement du programme en 2020, l'essentiel des activités du programme étaient centrées sur l'évaluation du processus d'élaborations des PDC des deux communes pilotes.

Les résultats tirés des évaluations ont permis de connaître les manquements de la planification territoriale prenant en compte la dimension changement climatique mais également de produire des recommandations qui facilitent l'adéquation entre la planification locale (PDC-PDD) et la planification nationale (PSE). Il en est sorti également que le développement de collectivités territoriales résilientes au changement climatique, compétitives et durables dans ce contexte de crise passe également par la captation des fonds qui facilitent la mise en œuvre des PDC une fois élaborés. En ce sens le programme PAPDL promeut lors de la planification opérationnelle de formuler des projets prioritaires en fonction des réalités locales mais aussi d'arrimer le PDC avec le PAP2A notamment les 27 projets phares priorités locales et voir les opportunités de financement.

L'autre recommandation majeure est la nécessité de vulgariser le Plan Sénégal Emergent du afin de permettre aux élus et aux acteurs locaux d'avoir une meilleure connaissance des orientations stratégiques de l'État ; ceci faciliterait l'articulation souhaitée entre les PDT et le PSE.

Défis

Pour mieux accompagner développement des collectivités territoriales par une planification locale résiliente au changement climatique il faudrait :

- Défi de formulation d'outils d'arrimage prenant en compte la dimension changement climatique ment : Développer suite aux évaluations des PDC de Ndiob et Dianké Souf, un guide d'arrimage des PDC/PDD au PAP2A intégrant la résilience au changement climatique
- Défis de renforcement de capacités d'acteurs de la planification territoriale : Organiser des sessions de formation sur le PSE pour une bonne vulgarisation d celle-ci.

Partenaires du projet



LES COMMUNAUTÉS REVERDISSENT LE SAHEL

Promouvoir la gestion participative des ressources naturelles et la résilience par la responsabilisation des communautés à la base



Les régions du Sahel sont de plus en plus secouées par la désertification, le changement climatique, la dégradation des paysages, l'insécurité alimentaire etc. Parmi ces phénomènes la désertification constitue le plus grand défi à relever car impactant directement l'équilibre de nos écosystèmes forestiers agricoles et pastoraux mais également sur la productivité et les moyens de subsistance de nos communautés. Cette situation implique la prise de décision adéquate pour lutter contre cette tendance et à l'élaboration d'une bonne stratégie de gestion durable de nos ressources naturelles et de lutte contre la pauvreté. Ainsi, le programme, Les Communautés Reverdisent le Sahel, a pour ambition de promouvoir l'adoption et la reproduction de la Régénération Naturelle Assistée (RNA) utilisée par les agriculteurs en tant que méthode viable pour restaurer les terres dégradées et renforcer la résilience et la sécurité alimentaire des membres de la communauté.

Il est élaboré et mis en œuvre dans trois pays : le Sénégal, le Burkina Faso et le Niger.

Dans un contexte où la désertification impacte sur les rendements agricoles, il convient d'adopter un modèle de reverdissement qui peut répondre aux défis de l'heure notamment l'augmentation de la production alimentaire accentuée par l'explosion démographique, la dilapidation de nos ressources naturelles. Si pendant plusieurs années, le reboisement était considéré comme la solution majeure pour lutter contre la désertification, bien des études ont montré qu'il ne saurait suffire pour reverdir les surfaces dégradées. Le reverdissement des terres dégradées nécessite la combinaison de plusieurs techniques et approches pour répondre aux défis liés à la désertification et à la dégradation de nos écosystèmes. Pour pallier cela, la régénération naturelle assistée est adoptée : une approche qui favorise le retour de l'arbre dans les surfaces agraires, l'augmentation des rendements et par ailleurs renforcer la résilience des communautés à la base.

Une stratégie de reverdissement bien innovante

Le programme CRS, depuis son lancement en 2017, a adopté un modèle participatif qui place les communautés à base au cœur par la responsabilisation des acteurs locaux afin qu'ils puissent adopter le modèle et le pérenniser. Il impulse aussi une nouvelle approche innovante qui consiste en l'adhésion volontaire des producteurs dans la pratique de la RNA. Son objectif est de reverdir d'ici 10 ans 200000 hectares, avec comme ambition de reverdir 60000 hectares au moins au Sénégal.

Les communautés au cœur du processus

La participation active des communautés avec une stratégie de reverdissement exécutée par et pour les communautés constitue le socle de processus et renforce la résilience des communautés bénéficiaires du programme. Ce faisant, un organe de gouvernance locale est créé avec la mise en place des comités zonaux, des comités villageois et du conseil communal qui assurent la mise en œuvre du programme. Parallèlement un mécanisme de communication participatif est mis en place ; avec la collaboration des radios communautaires qui jouent un rôle important dans le partage de l'information et la vulgarisation de la pratique. Dans le contexte de la Covid 19, les sensibilisations à l'échelle zonale avec un nombre réduit de personnes a participé à réduire les risques de propagations du virus. La responsabilisation des organisations communautaires de base (OCB) dans la planification et la mise en œuvre des activités de reverdissement et la mise sur pied de mécanismes de gouvernance adaptés aux réalités de chaque commune

L'autre aspect innovant du programme est la prise en compte des enjeux économiques de la pratique de la RNA, car les arbres objet de la RNA ont une valeur socio-économique réelle. Les produits forestiers non ligneux peuvent être valorisés par la création d'activités génératrices de revenus pour les femmes et les jeunes prioritairement en d'autres termes permettre à ces derniers d'être plus résilientes.

A ce jour Plusieurs milliers (10 880) d'hectares soumis au reverdissement grâce à la RNA dans une douzaine de communes; La contractualisation avec 8 radios communautaires pour renforcer le partage et la diffusion d'informations relatives à la promotion de la RNA; le renforcement de capacités de plusieurs milliers de producteurs, la formation de plus de 60 animateurs de terrain sur le géoréférencement et le dénombrement d'espèces.

Défis

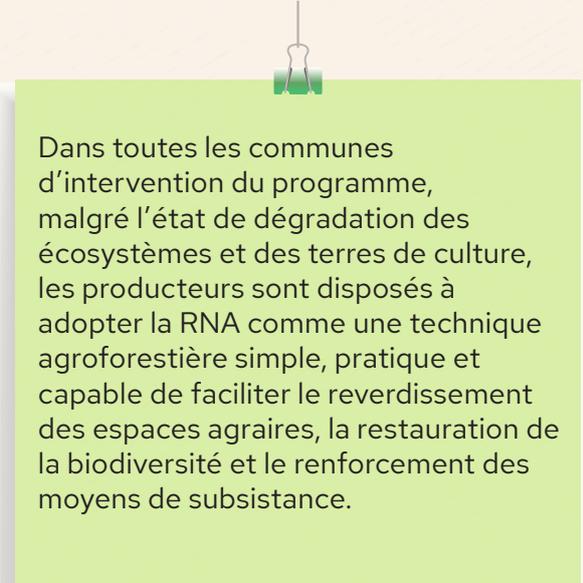
Pour une mise à l'échelle effective de la RNA dans les 12 communes, l'engagement des comités zonaux et des organisations communautaires de bases, principaux partenaires de mise en œuvre doit être renforcé. Les OCB et les communautés doivent prendre le leadership pour que le processus soit durable.

Le plaidoyer sur la RNA au niveau national est aujourd'hui plus que d'actualité, la réflexion doit être engagée en ce sens afin de montrer que la RNA est une bonne méthode à adapter pour le reverdissement de nos surfaces à l'échelle nationale. Toutefois elle doit être accompagnée par la recherche et combiner avec d'autres techniques de reverdissement comme le reboisement.

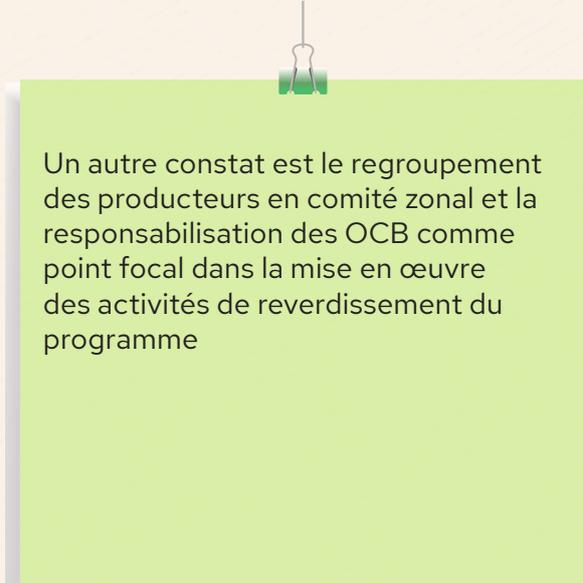


Dans la mise en œuvre de ce programme, nous sommes tous engagés volontairement en tant que producteurs et sommes sûrs de pouvoir le pérenniser même à la fin de l'intervention »

« Certes il y avait déjà le fruit de baobab, mais c'est la première fois que j'ai pu avoir une si importante récolte grâce à la RNA impulsé par le programme que j'ai pu récolter au-delà de mes espérances » **Masseurigne Wagnane**



Dans toutes les communes d'intervention du programme, malgré l'état de dégradation des écosystèmes et des terres de culture, les producteurs sont disposés à adopter la RNA comme une technique agroforestière simple, pratique et capable de faciliter le reverdissement des espaces agraires, la restauration de la biodiversité et le renforcement des moyens de subsistance.



Un autre constat est le regroupement des producteurs en comité zonal et la responsabilisation des OCB comme point focal dans la mise en œuvre des activités de reverdissement du programme

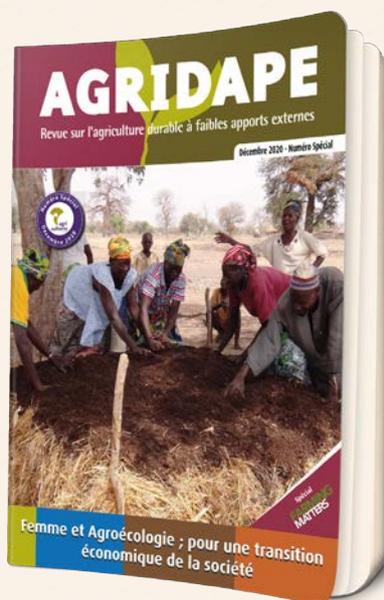




Partenaires du projet



Renforcer la résilience des petites exploitations agricoles par la promotion de pratiques agricoles durables



Depuis sa création en 2007, le magazine AGRIDAPE, promeut les bonnes pratiques agricoles pour une transition agroécologique effective. Avec les menaces climatiques et environnementales qui pèsent sur le continent conjuguées aux effets de la crise sanitaire, la promotion de systèmes d'exploitations familiaux durables et viables demeure une urgence pour favoriser des sociétés de plus en plus résilientes.

AGRIDAPE en ce sens travaille avec un vaste réseau de petits exploitants agricoles pour promouvoir une agriculture durable et résiliente en Afrique. Il est aussi un outil qui participe au renforcement de la résilience des exploitants en leur offrant un espace de diffusion d'information permettant une mise à l'échelle des expériences d'agriculture familiale en vue d'une transition de notre société.

AGRIDAPE est l'édition Afrique francophone de la revue Farming Matters sur l'agriculture familiale et l'agroécologie publiée par Réseau Agricultures. La revue documente et partage des expériences d'agriculture familiale basées sur l'utilisation optimale des ressources locales, des procédés naturels, dans le but de renforcer les capacités des individus et des sociétés.

Les petites exploitations familiales sont de plus en plus confrontées à une insécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette dernière est exacerbée par la dégradation des écosystèmes, les chocs climatiques, la crise de la Covid-19 qui menacent de plus en plus la durabilité des exploitations familiales. Ces chocs trouvent leur origine dans l'épuisement progressive de nos ressources naturelles. Dans le Sahel, par exemple « plus de 12 millions de petits exploitants agricoles et leurs familles dans les zones arides de la région vivent une vulnérabilité chronique à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ». Pour faire face à cette situation les exploitations familiales se doivent de repenser leurs systèmes de production en développant des mécanismes de production plus respectueuse de l'environnement notamment l'agroécologie.

En effet, bien avant la pandémie de la Covid 19, l'agroécologie était déjà considérée comme une approche innovante pouvant renforcer la résilience des populations. C'est ainsi qu'en 2019, IED Afrique à travers le magazine AGRIDAPE a sorti un numéro spécial Farming Matters pour la promotion de l'agroécologie. Ce numéro revient sur la relation entre le féminisme et l'agroécologie en vue d'une transformation économique de notre société. En effet dans la dynamique de promotion de l'agroécologie, les femmes rurales intègrent ou créent des réseaux et des mouvements pour une meilleure affirmation de leur autonomie productive et leurs actions tournées vers la production d'aliments sains. La participation des femmes à la transition vers l'agroécologie est essentielle pour une solution résiliente, durable et productive permettant d'améliorer les moyens de subsistance.

DÉFIS

- La transition agroécologique pour être effective doit s'accompagner par la reconnaissance du rôle de l'agriculture familiale durable dans la lutte pour la sécurité alimentaire et son intégration dans les stratégies de développement pour sa mise à l'échelle ;
- Pour soutenir et accompagner l'agroécologie, il convient d'opérer un changement dans les valeurs qui sous-tendent les pratiques, la politique et la recherche en matière d'alimentation et d'agriculture.
- La vulgarisation des pratiques agroécologiques est un défi majeur, en ce sens des efforts doivent être consentis sur le transfert de connaissances et de savoir-faire.

Témoignages



Témoignage 1

Malgré les difficultés dans la pratique ; l'agroécologie est une réponse durable au défi de la sécurité alimentaire. Si les conditions optimales sont réunies, elle peut conduire vers une transition durable. Les résultats d'une expérience de maraîchage écologique réalisée par les femmes dans le Ferlo ont montré d'un côté des impacts positifs sur la restauration des sols (fertilité organique des sols), et d'autre part sur le plan nutritionnel les femmes affirment avoir une possibilité de varier leur alimentation. Ce qui impacte sur leur santé. (Expérience Sénégal : le maraîchage écologique comme stratégie de renforcement de la résilience des femmes du Ferlo par Khady Diagne Sognane AGRIDAPE Décembre 2020-Numéro Spécial).



Témoignage 2

« En tant qu’humains, nous sommes confrontés aux crises les plus décisives de notre expérience planétaire. Contrairement à ce que l’on prétend parfois, ces crises ne sont pas dues à la pandémie de COVID-19, mais trouvent leur origine dans l’épuisement progressif des ressources naturelles et l’accroissement des inégalités dans un système économique mondial non durable. Le temps est venu d’apprendre d’autres façons de faire, d’autres cosmovisions et d’autres valeurs »
Équipe éditorial numéro AGRIDAPE Farming Matters 2019

« Ce qui me donne l’espoir aujourd’hui, c’est que l’avenir sera agroécologique ou ne sera pas. Les nombreux problèmes qui apparaissent aujourd’hui y compris les nouveaux pathogènes comme la Covid-19 sont liés à la destruction de notre écosystème. Un tel constat constitue un argument de taille en faveur de l’agroécologie.»



Leonida Odongo, militante et éducatrice basée au Congo.

Création de systèmes alimentaires résilients et durables par la promotion de stratégies de production saines

Avec l'accroissement de la population, l'augmentation de la demande alimentaire, la pression d'intensification de la production par des intrants chimiques, la nécessité de mettre en place des systèmes alimentaires durables s'est vite posée. L'initiative I-AEB, lancée en 2019 vise à transformer et à créer des systèmes alimentaires durables en promouvant des stratégies et des pratiques agricoles écologiquement saines, afin de protéger l'environnement, d'améliorer les moyens de subsistance, de réduire la pauvreté et de garantir la sécurité alimentaire. Une telle initiative se justifie d'autant plus avec la naissance d'une Dynamique pour une Transition Agroécologique au Sénégal (DyTAES) qui accompagne l'Etat dans sa mission d'élaborer les politiques publiques en alimentant les réflexions sur la base d'expériences concrètes partagées à travers d'enseignements et formulations de recommandations

L'objectif de IED Afrique dans cette initiative est de favoriser l'adoption des technologies et pratiques de l'Agriculture Écologique Biologique par la diffusion systématique d'informations, de connaissances et de formations fondées sur la recherche et l'expérience des acteurs de la chaîne de valeur en particulier les femmes et les jeunes.

L'Initiative sur l'Agriculture Ecologique Biologique (AEB) s'inscrit également dans le cadre du Programme mondial pour la sécurité alimentaire (PSMA) de la Direction suisse du Développement et de la Coopération (SDC). Cette initiative a pour stratégie d'intégrer l'AEB dans les politiques et les pratiques nécessitant d'ailleurs une synergie d'actions entre les parties prenantes (recherche, organisations paysannes, ONGs, politiques etc.). Elle promeut l'application et l'adoption de pratiques et de technologies en AEB s'appuyant sur des preuves scientifiques et des connaissances expérientielles locales. D'ailleurs, ces connaissances sont diffusées à travers diverses voies de communication. Ainsi, la production d'évidences et de la formation de la masse critique de divers acteurs, permettant de porter le plaidoyer politique en faveur de l'agriculture écologique biologique aux niveaux national, sous régional voir même continental.

Avec l'arrivée de la pandémie COVID-19, les mesures de restriction ont un peu perturbé le bon déroulement du plan de travail de ce projet. Par ailleurs, des stratégies ont été développées permettant de poursuivre la plupart des activités. Parmi celles-ci peuvent être listées les rencontres sur zoom, l'utilisation d'espace de travail comme Slack etc. Pour maintenir le contact avec les acteurs à la base surtout en termes de partages de connaissances et de pratiques en AEB comme :

i) pratique agricole, ii) fabrication d'intrants, iii) fourniture en intrant, etc, les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont été d'une grande utilité notamment les réseaux sociaux (à travers Facebook, Twitter et une chaine YouTube), et le site web AEB crée spécifiquement dans le cadre de ce projet. À ceux-là s'ajoute la création de groupes WhatsApp facilitant les partages et éventuellement parfois les rencontres tenues sur zoom. Tout ceci a permis une meilleure amélioration au niveau organisationnel mais aussi les a incités à promouvoir davantage la synergie d'actions entre acteurs quel que soit son appartenance aux maillons de la chaîne de valeur. De surcroît, les mesures barrières ont été respectées aussi lors des rencontres avec des partenaires techniques.

Ainsi, à travers cette synergie, les acteurs concernés seront plus efficaces et efficients dans leurs interventions. De plus, leur résilience sera plus renforcée de sorte à réduire davantage leur vulnérabilité face à quiconque crise sanitaire.

Défis

Dans le cadre de cette initiative AEB, une phase d'exécution est écoulee et le défi majeur à relever reste la meilleure synergie d'actions entre les partenaires techniques à travers une harmonisation dans les interventions des différents piliers les aidant à renforcer leur efficacité et efficacité. Ainsi, doit être relevé le défi de la prise de conscience de la nécessité d'adopter l'Agriculture Ecologique Biologique surtout dans ce contexte de changement climatique.

L'autre nouveau défi à relever, est de promouvoir davantage des canaux de communication plus adéquats et accessibles à tous afin de permettre aux acteurs d'accéder aux connaissances, pratiques, technologies et expériences pertinentes en AEB. Ceci permettra de mettre en pratique l'agriculture écologique biologique par les éducateurs et les agriculteurs à grande échelle.

Pour relever ces défis, il est impératif, de multiplier les séances de sensibilisation et de partage avec les acteurs à la base à travers des visites de terrain. En effet au cours de ces dernières, les acteurs auront l'occasion eux même de définir les canaux de communication qui leur sont conformes. Car la transition agroécologique ne s'acquiert pas de façon cloisonnée mais nécessite une synergie de leurs activités connexes au niveau de tous les maillons de la chaîne de valeur agricole.



Témoignages



Témoignage 1

Monsieur Nadjirou SALL, président du Conseil National de concertation et de Coopération des Ruraux du Sénégal (CNCR) et Secrétaire Général du Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), lors de la 3^{ème} édition des Journées de l'Agroécologie.

« Depuis les années 90, le mouvement paysan a commencé à prendre conscience du niveau de dégradation des terres et de la nécessité de changer le système de production afin de préserver les ressources naturelles en vue de les transmettre aux générations futures. Je souligne également l'importance capitale de l'implication des collectivités locales, en particulier, et de tous les acteurs, en général, dans la transition agroécologique. Enfin, j'exhorte le soutien du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER) pour bâtir des conditions viables et durables avec les exploitations familiales ».



Témoignage 2

Monsieur Moussa BALDE, ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural, à l'ouverture de la cérémonie d'ouverture de la 3^{ème} édition des Journées de l'Agroécologie.

« La pratique de l'agroécologie est une opportunité que notre pays doit saisir car elle apparaît comme une solution pour améliorer la sécurité alimentaire et préserver les ressources pour nourrir les générations futures »

Activité 1:

Au Sénégal, la troisième édition des Journées de l'Agroécologie (JAE) a été tenue du 30 janvier au 1^{er} février 2020 au grand théâtre national. Organisées par la DyTAES dont IED Afrique est membre du comité technique, ces journées portaient sur le thème «Ensemble pour des systèmes de production et de consommation durables». Pendant ces JAE ont été réunis paysans, chercheurs, représentants d'organisations communautaires de base, des collectivités territoriales, d'organisations non-gouvernementales (ONG) et d'entreprises privées afin d'échanger sur les différentes initiatives développées pour une transition agroécologique au Sénégal à travers une gestion durable des ressources naturelles.

Activité 2:

Une rencontre stratégique de l'Alliance pour l'Agroécologie en Afrique de l'Ouest (3AO) a été tenue du 27 au 29 janvier à Dakar. IED Afrique, en tant que ONG pionnière dans la transition agroécologique avait pris part à cette réunion. Cette dernière était une occasion d'élaborer conjointement une stratégie visant à soutenir, par l'action collaborative, le développement de l'agroécologie et des systèmes alimentaires durables en Afrique de l'Ouest.

Activité 3:

Une formation sur la chaîne de valeur agricole a été organisée avec les partenaires techniques de l'Initiative AEB (IED Afrique, CNCR, Agrecol Afrique et ENDA Pronat) du 11 au 14 Août 2020. Cette formation avait pour principaux objectifs d'aborder les principes fondamentaux de la chaîne de valeur mais aussi d'identifier et d'élaborer des mécanismes pour aider les acteurs de la chaîne de valeur à résoudre les contraintes en utilisant des ressources disponibles localement.

Partenaires techniques et financiers du projet

Le projet « Intégration de l'Agriculture Écologique Biologique (AEB) dans les politiques nationales, stratégies et programmes en Afrique » est mis en œuvre au Sénégal par un consortium constitué de quatre (04) organisations réparties comme suit : 1) ENDA Pronat (recherche et connaissances appliquées), 2) IED Afrique (communication et vulgarisation de l'information), 3) AGRECOL Afrique (chaîne de valeur et développement des marchés) et 4) CNCR (coordination). Elle est financée par l'Agence Suisse pour le Développement et la Coopération (SDC) et soutenue par Biovision Africa Trust.



L'économie verte pour une transition vers des modèles économiques durables



Le Sénégal fait face à de multiples défis avec des modèles économiques à caractère non durable. Pour renverser cette tendance, l'Etat du Sénégal à travers le « PSE vert » a pris en compte les impératifs de verdissement de l'économie dans sa vision et la stratégie globale de développement économique et social. Ce dernier reconnaît la capacité de l'économie verte, à favoriser une « croissance soutenue du revenu et de l'emploi », de même que « la réduction de la pauvreté aux moyens d'investissements publics et privés sur le capital naturel ».

Ainsi, le projet « Initiative pour la promotion de l'économie verte au Sénégal » a pour objectif de mettre en place un cadre national harmonisé multi-acteurs et multi-échelles afin de soutenir le développement et la mise en œuvre de politiques et pratiques d'économie verte au niveau national et international.

Le projet « Initiative pour la promotion de l'économie verte au Sénégal (IVERS) » a ciblé deux sous-secteurs clés du développement du pays à savoir la pêche artisanale et de l'agriculture familiale. Dans ce projet l'approche bottom up est utilisée en recueillant des informations auprès des acteurs des PME de ces deux sous -secteurs. Ceci a permis de connaître

les initiatives se souciant des dommages sur l'environnement qui sont en train d'être exécutées ainsi que les pistes d'orientation à renforcer pour promouvoir davantage ces initiatives vertes.

Sur la base de ce travail des évidences sont produites afin d'animer le débat avec les décideurs pour une meilleure prise en compte de l'économie Verte dans les politiques publiques.

En effet, la pandémie de covid-19 a permis à la nature de souffler. D'ailleurs à la suite des mesures de restriction mises sur place, il a été noté une réduction de la pollution de l'environnement ainsi qu'une restauration de la diversité biologique. De plus, avec l'interdiction des voyages internationaux et interurbains, les populations étaient obligées de se contenter de leurs ressources disponibles au niveau local. Afin de préserver la durabilité des ressources ; il est crucial que les populations ont décidé de mener des activités en préservant l'environnement et en assurant l'inclusion sociale ; en d'autres termes des activités se reposant sur le capital naturel et humain qui n'est rien d'autre que l'économie verte.

D'ailleurs, à travers les emplois verts, l'Economie Verte constitue la solution adéquate aux nombreux licenciements notés lors de la crise sanitaire. Elle forme une stratégie de relance économique post-covid-19 durable pour les populations vulnérables, car permet de créer les moyens d'existence et renforcer la résilience des populations locales vulnérables, et en particulier des jeunes et femmes à travers la promotion des activités génératrices de revenus écologiques.

Défis et perspectives

Dans le cadre du projet IVERS le premier défi est la compréhension commune de l'Economie Verte des divers acteurs des sous-secteurs impliqués dans cette transition. Ensuite, une mutualisation des activités connexes de ces acteurs devrait être effectuée à travers des synergies d'action. Ainsi, dans le cadre de ce projet l'autre défi majeur à relever est surtout la prise de conscience de toutes les parties de l'importance et la nécessité d'adopter l'économie verte.

Pour relever ces défis, il est crucial de mener des séances de sensibilisation des parties prenantes sur l'économie verte à travers des canaux de communication adaptés et accessibles à toutes. De surcroît des séances de partages de connaissances des initiatives vertes réussies sont à promouvoir et permettront aux acteurs d'être plus convaincus qu'il est bien possible selon son secteur d'activité de bien produire de façon durable tout en en réduisant l'empreinte écologique.

À partir de là, des stratégies de mise en synergie de leurs activités connexes seront mises en place par et pour les acteurs. D'autant plus qu'ils sont conscients que cette transition verte ne sera guère acquise de façon cloisonnée.

Témoignages

Monsieur Amadou HOTT, Ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération Internationale du Sénégal, lors de la 3^{ème} édition des Journées de l'Économie Verte.

« L'économie verte constitue un maillon essentiel de la politique de développement durable et de lutte contre la pauvreté dans notre pays. L'analyse du rapport exploratoire sur l'économie verte montre que les effets macroéconomiques positifs seront constatés qui sont combinés à une amélioration de la qualité de l'environnement. Et ceci peut nous permettre d'obtenir un investissement vert annuel de 2% du PIB. A cet effet, le verdissement des secteurs clés devraient permettre au Sénégal de gagner entre 0,4 et 0,5 point de croissance annuel du PIB. Cette augmentation du revenu s'accompagne également de création d'emplois à peu près 19.500 emplois supplémentaires par an en investissant dans l'économie verte mais aussi une réduction de l'incidence de la pauvreté. »

Témoignage 1

Le constat majeur noté est la multiplication des cadres d'échanges entre les parties prenantes (ministères, acteurs, ONGs, partenaires financiers et techniques, etc.) afin d'avoir une meilleure compréhension de l'Économie Verte par les parties prenantes mais aussi de partager des modèles d'initiatives vertes réussies

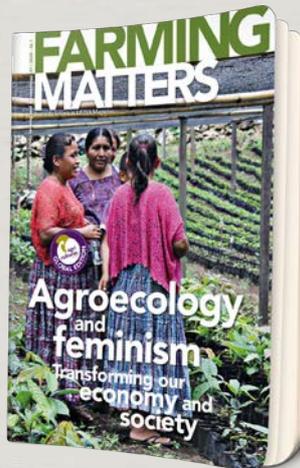
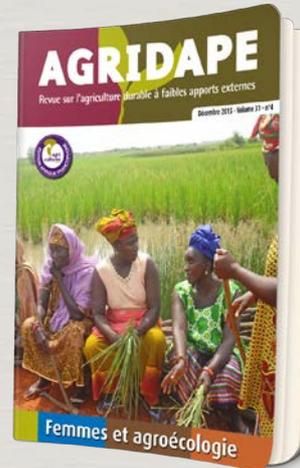
Témoignage 2

L'état du Sénégal à travers ses ministères et Directions des secteurs clés de l'Économie verte (l'agriculture, la foresterie, l'industrialisation, gestion des déchets, le secteur de l'énergie) est aussi de plus en plus impliqué et engagé dans cette transition verte. De plus, hormis les dialogues multi acteurs notés ; de multiples initiatives promouvant l'Économie verte sont exécutées à travers des projets / programmes. Parmi ces derniers sont notés : la promotion des énergies renouvelables, l'agroécologie, la restauration des écosystèmes à travers la régénération naturelle assistée etc.

Partenaires Financiers et techniques



Publications 2019-2020



Remerciements

IED Afrique remercie tous les partenaires techniques et financiers qui, grâce à leur accompagnement, nous permettent de réaliser toutes nos initiatives pour les communautés.

Nous remercions le Gouvernement du Sénégal et les gouvernances locales pour l'appui continu apporté pour l'accomplissement des projets auprès des populations. IED salue également l'engagement constant et dynamique de toute son équipe. Nous remercions enfin les populations qui s'impliquent dans les programmes jusqu'à l'atteinte de nos objectifs communs.





 24, Sacré Cœur III, BP 5579 Dakar - Sénégal
 (221) 33 867 10 58
 contact@iedafrique.org
 www.iedafrique.org



IEDAfrique



@IEDAfrique



ied_afrique



IEDAfrique